

M. Benjamin: Madame le Président, ce serait une excellente chose si la compagnie d'autobus Voyageur voulait bien collaborer avec VIA Rail, mais le ministre agit maintenant comme s'il lâchait un coyote dans le poulailler. Cette compagnie s'est opposée à toute initiative au sujet des tarifs de chemin de fer et a refusé de collaborer avec VIA Rail en ce qui concerne les horaires.

Une voix: Devinez qui en est propriétaire?

M. Benjamin: Power Corporation du Canada.

Des voix: Oh, oh!

M. Benjamin: Un certain Paul Martin a fait des démarches auprès des députés parce qu'il trouvait les tarifs de VIA Rail trop bas.

Mme le Président: A l'ordre. Le député posera-t-il sa question?

M. Benjamin: Je voudrais demander au ministre s'il peut trouver quelqu'un au Canada ou ailleurs dans le monde qui s'y connaît en matière de transport ferroviaire interurbain à grande vitesse et le nommer à ce poste important, et s'il peut voir à renforcer et à grandir cette direction de son ministère, car dans l'annuaire du gouvernement, on trouve trois pages d'inscriptions sous la rubrique transport aérien et un pouce seulement sous transport ferroviaire.

M. Pepin: Madame le Président, il y a un instant le ministre des Finances tentait de donner à un collègue du député un cours sur le fonctionnement du gouvernement. Je devrai maintenant enseigner au député quelque chose au sujet de l'administration publique au Canada. J'ai appris cette nomination à mon arrivée cet après-midi. Aux termes de la loi, cette nomination a été faite par la Commission de la Fonction publique du Canada. Je ne cherche nullement à influencer son choix.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LA POLLUTION DE LA RIVIÈRE NIAGARA—LES INSTANCES FORMULÉES AUPRÈS DES AUTORITÉS AMÉRICAINES

M. Joe Reid (St. Catharines): Madame le Président, vu l'absence du très honorable premier ministre, j'aimerais poser ma question au ministre responsable de l'environnement au Canada.

Comme le député de Niagara Falls a abandonné la lutte contre la pollution de la rivière Niagara, remettant aux autorités tant américaines que canadiennes le soin de protéger la qualité de cette rivière, le ministre peut-il dire à la Chambre quelles mesures le premier ministre ou son gouvernement ont prises pour donner suite à la promesse du premier ministre il y a un an, selon laquelle il exhorterait les autorités américaines à contraindre la SCA à cesser de déverser des polluants dans la rivière en cause?

L'hon. John Roberts (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie et ministre de l'Environnement): Madame le Président, je conteste la première partie de la déclaration du député. Aucun député, en fait, personne que je sache n'a participé plus activement, plus énergiquement que le député de Niagara Falls aux efforts visant à nettoyer la rivière Niagara.

Des voix: Bravo!

Questions orales

M. Roberts: Ses réalisations à cet égard méritent l'approbation des députés de la Chambre.

Nous n'avons pas cessé d'insister auprès des autorités américaines pour qu'elles refusent de délivrer tout permis de déversement à la SCA jusqu'à ce qu'on ait constaté une diminution appréciable des activités qui ont pour effet de polluer la rivière Niagara. Nous nous préoccupons surtout de l'usine d'épuration des eaux d'égout de Niagara Falls, dans l'État de New-York. Notre position à cet égard n'a pas changé et nous avons à diverses reprises fait valoir le plus vigoureusement possible notre point de vue aux autorités américaines.

M. Reid (St. Catharines): Madame le Président, la teneur de cette réponse me pousse à me demander pourquoi la motion que j'ai présentée en vertu de l'article 43 du Règlement a été rejetée.

Étant donné que la Commission mixte internationale a recommandé que l'on mette un terme aux déversements de substances chimiques dans la rivière Niagara, le ministre et son gouvernement ne sont-ils pas d'accord pour appuyer la position de cet organisme et suivre ses recommandations?

M. Roberts: Madame le Président, nous l'avons fait par le passé, nous le faisons actuellement et je suis sûr que nous continuerons à le faire dans le futur.

* * *

LES PIPE-LINES

LES ENTRETIENS AVEC LES AUTORITÉS AMÉRICAINES AU SUJET DU GAZODUC DE L'ALASKA

M. Gilbert Parent (Welland): Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Maintenant que le nouveau gouvernement américain s'installe et étant donné que 80 p. 100 des tuyaux du pipe-line qui seront fabriqués au Canada seront produits dans la circonscription de Welland, je me demande si le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources pourrait nous dire s'il a discuté dernièrement du gazoduc de l'Alaska avec le secrétaire américain chargé de l'énergie ou du pipe-line et s'il serait disposé à nous communiquer les renseignements qu'il possède éventuellement à ce sujet?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, je pense avoir déjà parlé à la Chambre de l'entretien que j'ai eu avec M. Edwards à ce sujet et à propos de la réaction de l'administration Reagan, qui est extrêmement favorable au projet de gazoduc de l'Alaska. J'ai appris que le sénateur Olson, à titre de ministre responsable de l'Agence du pipe-line du Nord a révélé aujourd'hui à l'autre endroit le contenu des lettres qu'il a échangées avec le secrétaire Edwards. Dans ses lettres, M. Edwards confirme que l'administration Reagan s'engage fermement à réaliser le projet de gazoduc de l'Alaska dans son intégralité et il nous assure que le gouvernement américain est un fervent partisan de ce projet.

LES AFFAIRES INDIENNES

L'AIDE FINANCIÈRE PROMISE À LA BANDE BIGSTONE

M. Jack Shields (Athabasca): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du